ISSN 0024-7650
L 15290 - 2509 - F: 1,20 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2509
2 septembre 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal d'Arlette Laguiller

Le PS roule à droite, la droite double à l'extrême droite

Le monde du travail doit faire entendre sa voix

Prix du lait

Lactalis recule devant la mobilisation

p. 4

15 septembre

Manifestons contre la loi travail

p. 3

Syrie

L'armée turque contre Daech... et les Kurdes

p. 6

Le PS roule à droite, et la droite double sur l'extrême droite

La rentrée a donné le coup d'envoi de la campagne présidentielle. À droite, tous les candidats se sont jetés dans l'arène de la primaire. Les sorties de Fillon contre les *« mis en examen »* et *« ceux qui ne devraient pas pouvoir se présenter devant les électeurs »* visent ouvertement Sarkozy et marquent le début du pugilat.

Les responsables de droite en appellent à s'abstenir de toute attaque personnelle et demandent un débat d'idées. Mais cette primaire ne peut être qu'un combat de coqs puisque, sur le fond, ils partagent les mêmes idées.

Ils sont tous d'accord pour reculer encore l'âge de la retraite. D'accord pour considérer que les salariés ne travaillent pas assez et qu'il faut mettre fin aux 35 heures. D'accord pour dire que les fonctionnaires sont trop nombreux et les chômeurs trop bien traités. D'accord pour baisser les impôts patronaux et faire reculer les services publics.

Leurs différences sont purement tactiques. Juppé parie sur un rassemblement du centre et de la droite. Sarkozy, lui, veut exploiter la peur des attentats, les amalgames et les préjugés contre les musulmans et les immigrés, en renchérissant dans les domaines sécuritaire et identitaire.

Pour mieux flatter l'électorat qui lorgne vers le FN, Sarkozy a intégré dans son programme l'intégralité de celui de Le Pen. Il se positionne, entre autres, pour la suspension du regroupement familial, pour la remise en cause du droit du sol, pour l'interdiction du voile dans l'espace public, et même pour une loi contre le burkini. Comme si la lutte contre le terrorisme dépendait de l'interdiction de cette tenue de bain !

Autant dire que les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de cette primaire de droite. Il en sortira un candidat ouvertement antiouvrier et une atmosphère un peu plus empoisonnée par les préjugés contre les immigrés, les musulmans et les « assistés » que seraient les plus pauvres.

Si Sarkozy ou Juppé peuvent nourrir l'espoir de revenir à l'Élysée malgré leur passif politique, on le doit à la politique de Hollande et au Parti socialiste. Les socialistes se disent choqués par la violence des programmes à droite. Mais la droite ne fait que reprendre le travail là où le laissent Hollande, Valls et Macron.

Si les Sarkozy et Juppé peuvent parler de la retraite à 64 ou 65 ans, c'est que Hollande l'a laissée à 62 ans, malgré ses promesses. S'ils promettent de réduire de 100 milliards les dépenses publiques, c'est que Hollande a justifié 50 milliards de coupes. S'ils envisagent de faire sauter les 35 heures, c'est que les lois Macron et El Khomri ont fait sauter nombre de barrières.

Quant à la surenchère anti-immigrés et anti-musulmans, Valls et son gouvernement y auront bien contribué, que ce soit avec la polémique sur la déchéance de nationalité ou celle sur le burkini.

En 2012, Hollande a été élu sur la base du « tout sauf Sarkozy ». Aujourd'hui, Sarkozy et ses compères espèrent profiter du « tout sauf Hollande », quand le FN, lui, mise sur le « tout sauf Hollande et Sarkozy ». Mais la politique qu'ils mèneront en 2017 est celle que Sarkozy a menée de 2007 à 2012, et celle que Hollande a poursuivie depuis 2012.

Ils mèneront, tous, la politique du patronat et des plus riches. Car tous – Front national, frondeurs du PS et Mélenchon compris – sont unanimes : il revient au grand patronat de gérer l'économie. Et la loi du profit et de la compétitivité comme l'exploitation seraient incontestables.

Alors, quel que soit celui qui sortira des urnes, les travailleurs devront continuer de se battre. S'y préparer, c'est continuer de faire de la politique, comme les travailleurs en ont fait en s'opposant à la loi El Khomri et en affirmant leurs intérêts de classe contre le patronat.

Les actions prévues le 15 septembre permettront d'affirmer que, si la loi travail est passée au Parlement, elle n'est pas passée dans les têtes, et que son application sera combattue. Mais cette conscience de classe, la dignité et les intérêts des travailleurs peuvent et doivent aussi s'exprimer dans la campagne électorale.

Rien n'oblige à entrer dans le jeu consistant à choisir celui qui nous portera les coups à partir de mai 2017. Contre des candidats antiouvriers, xénophobes ou chantres du nationalisme, les travailleurs peuvent exprimer leur colère et leurs intérêts vitaux. Ce sera le sens de la présence de Nathalie Arthaud dans cette élection.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Lactalis : recul devant la mobilisation 4

Chômage : "en baisse", mais chômeurs en plus ! 4

Retraites complémentaires : le remède contre les retraités 4

Crise du logement : encore et toujours 4

La politique du PCF : d'impasse en impasse 5

Mélenchon : le tribun moussant 5

Hollande : autoproclamation 12

Burkini : les politiciens continuent de remuer la vase 12

COP 21 : rien n'est signé 12

Croisière en Arctique 12

Le blog de Nathalie Arthaud 12

DANS LE MONDE

Italie : catastrophe naturelle et incurie criminelle 6

Migrants : liberté de circulation et d'installation ! 6

Syrie : l'armée turque fait la guerre à Daech... et surtout aux Kurdes 6

Argentine : la présidente des Mères de la place de Mai convoquée chez le juge 7

États-Unis : arnaque dans l'immobilier 7

Gabon : élections, l'impérialisme vainqueur 8

Mauritanie : régime complice des esclavagistes 8

États-Unis : les groupes miniers lorgnent sur le Grand Canyon 8

ENTREPRISES

Éducation nationale 9

Assises du Produire en France 9

Accident de TGV 9

Nexeya Systems Toulouse Bordeaux 10

Toyota – Onnaing 10

Renault – Guyancourt 10

Bombardier-Crespin 11

Regroupement hospitalier à Brioude 11

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Journée du 15 septembre : continuer de faire entendre la colère du monde du travail !

Mercredi 31 août, l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL, FIDL) s'est réunie pour confirmer l'appel à une nouvelle journée d'action et de mobilisation contre la loi El Khomri.

Le 15 septembre sera la 13e journée de manifestation et de mobilisation. Des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs, de chômeurs se sont mobilisés pendant plus de quatre mois pour exprimer leur écœurement et leur colère contre la politique antiouvrière du gouvernement.

Pendant ce mouvement, la première mobilisation d'importance depuis l'arrivée au pouvoir de Hollande en 2012, les travailleurs ont commencé à relever la tête.

La loi travail vise à faciliter les licenciements, à permettre aux entreprises d'imposer des accords locaux moins favorables que les conventions collectives ou même que le Code du travail. De plus, la loi El Khomri s'ajoute à toutes les lois précédentes, sous Ayrault ou Valls, qui ont déjà réduit le peu de protection existant pour les travailleurs.

Avec toute l'arrogance qui les caractérise, les responsables du gouvernement et Hollande lui-même se sont réjouis de la publication au *Journal officiel* de cette loi travail le 9 août, rebaptisée « loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation sociale et à la sécurisation du parcours professionnel ». Mais, loi ou pas loi, les travailleurs n'ont aucune raison de ne pas continuer à affirmer leur rejet de la politique antiouvrière de ce gouvernement.

Les patrons continuent leurs attaques ; les travailleurs, eux, continuent la lutte pour garantir leur avenir.

Christian Chavaux

L'université du Medef : les vœux de rentrée du patronat

Mardi 30 août débutait l'université d'été du Medef, où tous les candidats à la primaire à droite et bien des représentants politiques à gauche comptaient se montrer.

Dans une interview au journal *les Échos*, Gattaz, le président du Medef, s'est montré satisfait des dernières réformes. Et pour cause. Le patronat a été complètement entendu par le gouvernement Hollande durant ces quatre années, tout comme il l'avait été par le gouvernement de droite précédent. D'ailleurs Gattaz le dit lui-même : *« Non, cela n'aura pas été un quinquennat pour rien.* (...) *Le pacte de responsabilité, le début de l'inversion de la hiérarchie des normes avec le primat donné à la négociation d'entreprise, la volonté de simplification... tout cela est allé dans le bon sens. »*

Le représentant du Medef a salué en particulier le pacte de responsabilité, affirmant que *« les baisses de charges du pacte de responsabilité commencent à payer.* (...) *Les marges des entreprises sont repassées de 28 % en moyenne en 2013 à près de 32 % aujourd'hui, contre 39 % en Europe. »* Les milliards versés par le gouvernement dans le cadre du pacte de responsabilité ont été en effet profitables... aux patrons. Côté emploi, de l'aveu même de Gattaz, en 2015 seuls *« 150 000 emplois ont été créés »*. On est loin en effet du million d'emplois promis il y a quelques mois, bien que Gattaz s'en défende aujourd'hui. Il prétend même que *« ceux qui disent que je me suis engagé sur ce chiffre* [de 1 million] *sont des menteurs ! »* Sans doute souffre-t-il de grosses pertes de mémoire. Mais tout cela ne l'empêche pas de renchérir et de promettre maintenant la création de 2 millions d'emplois... sous certaines conditions.

Car Gattaz, s'il se dit satisfait, continue à réclamer encore plus pour les patrons. Ainsi il faudrait revenir sur la loi sur la pénibilité, qui resterait *« un point noir du quinquennat de Hollande »*. Sur la baisse de l'impôt sur les sociétés, il espère *« que le gouvernement se montrera plus ambitieux »*. *« J'attends des engagements forts des candidats à la présidentielle »*, a-t-il conclu.

Sans lire dans le marc de café, on peut affirmer que, de la gauche à la droite et à l'extrême droite, il sera entendu et exaucé, quel que soit le résultat des prochaines élections... à moins que les travailleurs, en se mobilisant, ne mettent des bâtons dans les roues patronales.

Aline Rétesse

Macron, en marche : pour sa pomme... et pour les patrons

Emmanuel Macron a donc démissionné du gouvernement. Cet ancien banquier de la banque d'affaires Rothschild était ministre de l'Économie depuis deux ans, après avoir été secrétaire général de l'Élysée. Défenseur assumé du libéralisme, coqueluche des milieux patronaux et de la droite, il répétait à qui voulait l'entendre qu'il n'était pas socialiste, ce que tout le monde savait. Au cas où les choses ne seraient pas assez claires, il s'était affiché avec Philippe de Villiers.

Macron avait déjà créé son propre mouvement politique : En marche ! – l'idée étant surtout que les gens marchent, ou roulent, pour lui. Son programme : bousculer les « archaïsmes » du pays – comprenez, les résistances à l'offensive patronale. À ce titre, pendant la contestation de la loi travail, il avait essuyé quelques jets d'œufs et noms d'oiseaux, ce qui n'est pas cher payé. Il se tiendrait maintenant prêt, paraît-il, à défier Valls, si jamais Hollande ne se présentait pas à la présidentielle. Ou à préparer le coup suivant, en se faisant nommer, peut-être, ministre du prochain gouvernement de droite.

Un politicien arriviste, propatronal et de droite, cela n'a rien de nouveau : c'est ça le véritable archaïsme. Même quand il est mis en selle par un président dit socialiste, comme ce fut le cas.

Michel Bondelet

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Toulouse

Hall 8, Parc des Expositions
24 et 25 septembre
Allocution de Nathalie Arthaud le dimanche

Lyon

24 et 25 septembre *Saint-Priest, Espace Mosaïque*
Allocution de Nathalie Arthaud le samedi

Tours

Samedi 1er octobre
Salle des Fêtes de Saint-Pierre-des-Corps
Allocution de Nathalie Arthaud à 18 h 30

Lille

Samedi 8 octobre *Espace Concorde à Villeneuve-d'Ascq*
Allocution de Nathalie Arthaud

Lactalis : recul devant la mobilisation des producteurs

Mardi 30 août, le groupe Besnier propriétaire de Lactalis, numéro 1 mondial de la collecte et de la transformation du lait, a finalement cédé devant la mobilisation des petits producteurs de lait. Alors que le groupe avait imposé grâce à sa position dominante une baisse continue du prix du lait pour arriver à ne le payer qu'à peine plus que 0,25 euro le litre, suite à l'accord conclu, il a accepté de le payer en août 0,28 euro le litre et d'augmenter progressivement son prix pour arriver à 0,30 euro le litre en décembre 2016. En échange, les blocages des centres de collecte et de production devraient cesser.

ML

Ce recul, les producteurs le doivent à eux-mêmes, et surtout pas au gouvernement. En effet, Le Foll, le ministre de l'Agriculture, avait déclaré en début de semaine que, s'il était « moralement » du côté des producteurs, il était totalement impuissant, ajoutant : *« Je n'ai même pas le numéro de téléphone du PDG de Lactalis. »* Si le gouvernement est capable de légiférer sur tout, sur les milliards d'aides aux capitalistes, dont la famille Besnier est un digne représentant, sur la destruction des droits des salariés jusque dans le moindre détail, il était inconcevable pour lui d'entraver de quelque façon que ce soit la dictature d'un des grands groupes de l'industrie et du commerce.

Pourtant, dans cette chaîne qui va de la production à la consommation en passant par la transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage, les producteurs, propriétaires ou pas de leur exploitation, sont sous la pression permanente des grands groupes capitalistes de l'industrie, de la finance et de la grande distribution toujours plus puissants. Ces groupes se moquent de savoir qui produit et dans quelles conditions, du moment que les prix d'achat imposés aux producteurs et les prix de vente affichés dans les rayons de la distribution leur permettent d'accroître leurs marges bénéficiaires. La fortune des propriétaires de Lactalis, Danone, Nestlé, Carrefour, Leclerc, Auchan et autres est à ce prix-là. Les capitalistes écrasent les prix à la production avec la même logique qu'ils exploitent leurs salariés, bloquent les salaires et vident les poches des consommateurs des classes populaires.

Au demeurant, le recul du groupe Besnier est tout relatif et ne va pas le mettre sur la paille, quand on sait que son patrimoine de 6,8 milliards d'euros place la famille au 13e rang des plus riches de France. D'autant que, il y a tout juste un an, la mobilisation précédente des producteurs avait abouti à un accord sur 0,34 euro le litre de lait payé aux producteurs, accord qui n'a jamais été respecté ni par Lactalis, ni par Danone, ni par les coopératives comme Sodiaal, ni par les centrales d'achat de la grande distribution…

Autant dire que, pour Lactalis et les autres capitalistes du lait, faire son beurre n'est pas une expression vaine.

Philippe Logier

Retraites complémentaires : le remède qui tue les retraités

L'accord sur les retraites complémentaires, signé en octobre 2015 entre les organisations patronales et la CFDT, la CGC et la CFTC, permettra en 2020 de réaliser 400 millions d'euros d'économies de plus que prévu, se félicite le ministère des Finances dans une étude. Il serait plus juste de dire qu'il ponctionnera à cette date les revenus des salariés et des retraités au-delà même de ce qu'espéraient les signataires.

La principale mesure de l'accord consiste à appliquer durant trois ans une décote de 10 % aux retraites complémentaires des salariés du privé choisissant de partir à l'âge légal de départ en retraite, 62 ans. La décote ne serait pas appliquée à ceux qui partent à 63 ans. Quant à ceux qui travailleraient jusqu'à 64 ans, ils bénéficieraient d'une surcote de 10 %… pendant un an.

Les signataires de l'accord espéraient que la plupart des salariés choisiraient de ne pas repousser leur âge de départ, quitte à perdre une partie de leur pension de retraite. Le ministère estime aujourd'hui que seuls 65 % des salariés ne reporteront pas leur date de départ. Cela rapportera moins en décote, mais plus en cotisations.

Ces prévisions sont donc simplement des extrapolations sur le choix inhumain laissé aux travailleurs, entre s'user au travail plus longtemps ou accepter une retraite amputée. Les autres mesures de l'accord contribuent elles aussi à dégrader les revenus des travailleurs âgés, particulièrement la sous-indexation des retraites un point en dessous de l'inflation et le fait que pour la même somme cotisée un retraité touchera moins en pension qu'auparavant. Dès aujourd'hui, bien des retraités n'arrivent plus à vivre décemment, mais cela va encore s'aggraver avec les conséquences de l'accord.

Avec cet accord, le gouvernement et les signataires prétendaient sauver les retraites complémentaires. Ils ne font qu'étrangler encore plus les retraités.

Daniel Mescla

Chômage : chiffres en baisse, mais chômeurs en plus !

***« La tendance, elle est là, depuis le début de l'année, le chômage baisse »*, s'est réjoui Hollande lors de la publication par Pôle emploi des chiffres du chômage pour le mois de juillet. Mais répéter un mensonge n'en fait pas une vérité.**

En effet, si on ne regarde que le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A, qui regroupe les chômeurs sans aucune activité, il a effectivement un peu diminué par rapport au mois précédent, de 0,5 %, soit 19 100 chômeurs de moins pour la France métropolitaine. Mais les catégories B et C, qui regroupent ceux qui ont eu une activité réduite (quelquefois de quelques heures seulement dans le mois) ont, elles, grossi de 26 600 personnes pendant la même période.

Les catégories D et E, avec entre autres les chômeurs en formation et les contrats aidés, ont aussi augmenté de 5 200 personnes, suite à des dispositifs, dont un plan de formation de 500 000 chômeurs, annoncés par Hollande en début d'année et qui devraient prendre pleinement effet – pour quelques mois – en 2017 !

Autant dire que le chômage, non seulement ne diminue pas, mais augmente.

Pôle emploi publiait aussi fin juillet le résultat d'enquêtes sur les travailleurs en activité réduite : entre 1980 et 2000, le nombre de CDD a été multiplié par trois, et l'intérim par six. En 2014, 84 % des embauches étaient des CDD, contre 73 % en 2008.

Au total, la fameuse « baisse du chômage » de juillet n'est qu'un jeu de statistiques. Cela suffira peut-être à Hollande pour revendiquer d'avoir inversé la courbe du chômage, et pour se représenter à la présidentielle de 2017. Mais cela ne changera rien à la précarité des conditions de vie des millions de travailleurs privés d'emploi.

Hélène Comte

Crise du logement : encore et toujours

Selon un classement des pays quant à l'ampleur du mal-logement, réalisé par la fondation Abbé-Pierre et d'autres associations européennes, la France est à la 10e place en Europe.

Elle est particulièrement mal classée en ce qui concerne les difficultés de chauffage, la privation de logement, et le nombre d'impayés.

D'autre part, plus de 23 000 ménages en France vivent dans des logements de moins de 9 m², en principe trop petits pour être mis en location. Un tiers sont situés à Paris, souvent dans les beaux quartiers. La plupart sont des chambres de bonne sous les toits, mal isolées, impossibles à chauffer correctement en hiver, et surchauffées en été, parfois sans douche ni point d'eau, sans possibilité de cuisiner, avec des toilettes sur le palier. Tout cela pour des loyers exorbitants : 370 euros pour 6,8 m² par exemple. La majorité des locataires ont un emploi, mais leur salaire ne leur permet pas de trouver un autre logement.

« Il existe pourtant tout un arsenal juridique pour lutter contre ça, mais les pouvoirs publics délaissent ce problème », affirme Samuel Mouchard, de la fondation Abbé-Pierre. En principe, le préfet peut interdire ce genre de location en publiant un arrêté. Mais cet arsenal est peu utilisé ou carrément inefficace.

Pour résoudre réellement le problème, il faudrait pouvoir reloger les gens dans des appartements au loyer abordable, qui justement manquent cruellement. Il y a pourtant du matériel et des travailleurs disponibles pour la construction mais, dans ce domaine comme dans d'autres, c'est la loi du profit qui règne.

H.C.

Politique du PCF : d'impasse en impasse

Le PCF a tenu son université d'été les 27 et 28 août à Angers. Et le moins qu'on puisse dire est que ceux qui attendaient une parole combative, fidèle aux intérêts des travailleurs, en ont été pour leurs illusions.

« L'urgence est à construire un chemin commun », a expliqué le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. *« Encore dispersée, la gauche retrouve des couleurs »*, titre *l'Humanité*, mettant en valeur Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot ou Benoît Hamon. Le PCF n'envisage donc pas d'autre perspective politique que de regrouper la gauche hors Hollande.

Cécile Duflot, Benoît Hamon et Arnaud Montebourg –vers lequel regarde également le PCF–, avant d'être critiques de Hollande, ont été ses ministres. Ils assumèrent le CICE (2013), le pacte de responsabilité (2014) et la loi « sur la sécurisation de l'emploi » (2013), qui légalisa les accords de compétitivité dans les entreprises, au bonheur des patrons. Montebourg et Hamon, qui vitupèrent aujourd'hui contre Valls, l'aidèrent même à devenir Premier ministre. Quant à Mélenchon, ministre PS à une autre époque, il est tout prêt à utiliser le PCF, mais pour ses ambitions, comme Mitterrand le fit en son temps. Avec de tels amis, les travailleurs n'ont pas besoin d'ennemis !

Pourtant, pendant quatre mois, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté et fait grève contre la loi El Khomri, entourés de la sympathie de l'immense majorité des salariés. Et le 15 septembre, beaucoup vont redire leur refus de cette régression, dans la grève et dans la rue. Les travailleurs en ont assez de ces politiques antiouvrières, de gauche ou de droite. Militants et sympathisants du PCF ont été, avec d'autres, au cœur de ce mouvement.

La direction du PCF pourrait reprendre les revendications et les aspirations d'une bonne partie de ses propres militants. Mais non : en valorisant les Hamon, Montebourg et Mélenchon, elle présente au contraire des planches pourries comme des planches de salut, et elle oriente ceux qui la suivent vers un nouveau piège politique.

Michel Bondelet

Mélenchon : le tribun moussant

Le 28 août à Toulouse, face à son public, Jean-Luc Mélenchon a déroulé son discours sur la planification écologique, la laïcité, la réforme constitutionnelle, la sortie des traités européens. Il l'a saupoudré de considérations sur la liberté de conscience, l'abus de protéines carnées, le tirage au sort des responsables politiques ainsi que de pitoyables saillies cocardières, antiallemandes ou antiaméricaines. Mélenchon se veut dorénavant le champion d'un « nouvel indépendantisme français », promet un référendum sur l'Europe et met une fois de plus la responsabilité sur l'Union européenne, dédouanant les capitalistes, en particulier les français.

Ainsi les travailleurs qui veulent donner une traduction politique au mouvement contre la loi El Khomri, et plus généralement tous ceux qui pensent que la classe ouvrière doit avoir sa propre voix, sont prévenus : Jean-Luc Mélenchon ne se situe absolument pas sur ce terrain.

Cela se voit encore plus clairement lorsqu'il répond aux questions des journalistes à propos des migrants, sujet qu'il n'a pas abordé dans son meeting de Toulouse. Mélenchon ne renie pas sa phrase sur *« les travailleurs détachés qui volent le pain des travailleurs sur place »* et ajoute qu'il peut être en faveur d'une politique des quotas, limitant la circulation des travailleurs. Quels que soient les arguments avancés, cela revient à prêcher la division entre exploités et à attacher les travailleurs français derrière leur État et leurs capitalistes.

Bien sûr Mélenchon promet que, lui élu, la loi El Khomri serait abrogée. Il s'élève contre les licenciements programmés chez SFR et salue le jugement en faveur des licenciés de Molex. Mais il prend bien soin de parler des « pauvres gens » et non des travailleurs, dans un style plus misérabiliste que combatif. Aux « pauvres » Mélenchon offre sa compassion mais certainement pas un programme de lutte pour la vie et encore moins un drapeau pour changer le monde. Il ne le prétend d'ailleurs pas, se contentant de se placer à la gauche de Hollande sur le nuancier des politiciens défendant l'ordre social.

Paul Galois

DDM

9, 10 et 11 septembre : Lutte ouvrière à la fête de *l'Humanité*

Lutte ouvrière tiendra un stand à la fête de *l'Humanité*. Situé avenue Louise Michel, on y trouvera une librairie proposant des ouvrages sur le mouvement ouvrier et les publications de Lutte ouvrière.

Des débats seront aussi organisés le vendredi à 19 heures, le samedi à 15 heures et à 20 heures, et le dimanche à 14 heures, sur les thèmes suivants : *« Face à la déconfiture de Hollande et aux impasses des nouvelles alternatives à gauche, faire entendre les intérêts des exploités et renouer avec les idées du communisme révolutionnaire »* et *« Après les quatre mois de mobilisation du printemps contre la loi travail, donner une expression politique aux intérêts des travailleurs dans l'élection présidentielle »*.

Fil rouge

Quand Valls parle des femmes…

Faisant de la démagogie sur le dos des musulmans au prétexte du burkini, Valls a déclaré au meeting de Colomiers : *« Marianne, elle, a le sein nu parce qu'elle nourrit le peuple, elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre ! »*

Mais Valls, ne s'en est pas tenu là. Il a déclaré que *« la conquête de (la) liberté (des femmes), c'est le combat historique de la gauche »*.

C'est surtout le combat que cette gauche gouvernementale n'a jamais mené. En 1936, Léon Blum, chef du gouvernement du Front populaire, n'avait pas osé leur donner le droit de vote. Et en 2001, Jospin avait fait voter une loi achevant de légaliser le travail de nuit des femmes y compris dans le commerce et l'industrie… au nom de l'égalité.

Chevènement devrait se faire discret

Nommé pour diriger la Fondation pour l'islam de France, Chevènement avait déjà demandé aux musulmans de se *« faire discrets »*. Interrogé sur France Inter, il a expliqué : *« Il y a à Saint-Denis, par exemple, 135 nationalités, mais il y en a une* [sous-entendu : les Français] *qui a quasiment disparu. »* Le FN n'aurait pas dit pire. Or d'après l'Insee, 76 000 des 108 000 habitants de Saint-Denis ont une carte d'identité française. Auraient-ils échappé aux radars sélectifs de l'ex-ministre de Jospin ?

Wauquiez : fiché C…

Laurent Wauquiez, président du parti Les Républicains et par ailleurs soutien de Nicolas Sarkozy, a ajouté sa petite note au concert sécuritaire qui se joue en boucle depuis des mois. Au titre de président de la région Rhône-Alpes-Auvergne, il a demandé qu'on lui transmette les fichiers S afin d'éviter d'embaucher dans des établissements scolaires *« une personne proche de réseaux intégristes qui pourrait se révéler une menace énorme pour nos enfants »*.Wauquiez sait très bien que les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation ont déjà pris des dispositions, mais là n'est pas la question.

Il n'avait pas été gêné de soutenir la Manif pour tous qui rassemblait les intégristes catholiques. Il cherche simplement à se faire entendre dans le grand orchestre réactionnaire qui occupe les ondes en permanence.

Syrie : l'armée turque fait la guerre à Daech… et surtout aux Kurdes

Mercredi 24 août, l'armée turque est entrée en Syrie, chars d'assaut et chasseurs F16 à l'appui. Après avoir aidé pendant des années l'organisation État islamique (Daech), le pouvoir turc s'en prend à ses anciens protégés. Eux-mêmes ne se privent pas d'organiser des attentats sanglants sur son territoire, comme le 20 août dans la ville de Gaziantep. Mais les dirigeants turcs ne cachent pas que leur action vise en fait bien plus les milices kurdes syriennes que Daech.

REUTERS

Il y a quelque temps, au moment où les grandes puissances, comme les États-Unis et la France, misaient encore sur la chute du dictateur syrien Bachar al-Assad, la Turquie avait poussé ses propres pions en favorisant les milices djihadistes, dont celles de Daech.

Renversement d'alliances

Depuis, ces mêmes grandes puissances, pour tenter de sortir d'un chaos syrien qu'elles avaient engendré, ont changé leur fusil d'épaule. Elles ont lancé une coalition anti-Daech et tentent de trouver une solution politique avec le régime d'Assad et ses alliés. Ce revirement des États-Unis a eu du mal à passer auprès de leurs alliés traditionnels dans la région, dont la Turquie. Et si le président turc Erdogan avait alors officiellement cessé de soutenir ouvertement Daech, il l'avait laissé faire passer des miliciens, des armes et du financement par la frontière turco-syrienne. Et aujourd'hui encore, quand l'armée turque s'en prend à Daech en Syrie, les milices syriennes qui l'accompagnent, pour occuper le terrain à sa place, regroupent des miliciens du groupe Ahrar al-Sham, dont certains responsables viennent de Daech.

Parallèlement, depuis presque deux ans, les États-Unis ont soutenu de plus en plus les milices kurdes syriennes, seules troupes au sol qui se soient montrées capables de faire reculer Daech. Or ces milices, les Unités de protection du peuple (YPG), sont liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), implanté parmi les populations kurdes de Turquie et bête noire du pouvoir d'Ankara depuis des dizaines d'années.

Ce sont justement les succès militaires des milices kurdes qui ont précipité l'intervention turque. Car Erdogan ne veut pas que les différentes régions qu'elles dominent le long de la frontière turco-syrienne fassent leur jonction. En occupant une zone jusqu'alors sous contrôle de Daech, l'armée turque leur fait obstacle. Et, depuis le 27 août, des supplétifs de l'armée turque s'affrontent même directement aux miliciens kurdes autour de la ville de Jarabulus.

La politique de l'impérialisme américain

Alors que leurs deux alliés s'affrontent, les États-Unis tentent de garder le contrôle de la situation. Le jour où l'armée turque franchissait la frontière syrienne, le vice-président des État-Unis Joe Biden était à Ankara. Après avoir déclaré que les États-Unis voulaient aider *« les Turcs à débarrasser la frontière de Daech »*, il a sommé les milices kurdes de se retirer sur la rive orientale de l'Euphrate, c'est-à-dire de reculer de plusieurs dizaines de kilomètres vers l'est, faute de quoi *« elles ne pourront en aucune circonstance recevoir le soutien américain »*, a-t-il dit, reprenant à son compte l'objectif affiché de l'intervention turque, nommée Bouclier de l'Euphrate.

Suite aux premiers affrontements avec les Kurdes, des dirigeants officiels américains ont appelé à la désescalade entre leurs deux alliés. Mais les États-Unis ne veulent surtout pas mécontenter le côté turc et, bien qu'une quarantaine de civils aient été tués par les supplétifs de l'armée d'Ankara, l'envoyé spécial d'Obama chargé de la coalition contre Daech n'a rien trouvé d'autre à faire qu'un… tweet expliquant que les affrontements, dans des zones où l'EI n'est pas présent, étaient inacceptables et source d'inquiétude.

Enfin, après la tentative avortée de coup d'État du 15 juillet en Turquie et les purges qui ont suivi, l'offensive en Syrie est pour Erdogan l'occasion de reprendre la main sur l'armée. Il veut aussi imposer la Turquie comme partie prenante d'un éventuel règlement du conflit syrien, poser ses conditions et faire savoir qu'il ne voudra pas d'une zone autonome kurde à sa frontière, tenue par les alliés du PKK. Il semble déjà avoir obtenu que les États-Unis, mais aussi la Russie et l'Iran avec lesquels il a renoué, sans oublier le régime d'Assad, ne fassent plus rien qui puisse favoriser l'indépendance des Kurdes.

Comme malheureusement bien des fois dans son histoire, le peuple kurde se voit lâché par les puissances voisines, ou plus lointaines, qui avaient semblé le soutenir.

Pierre Royan

Migrants : liberté de circulation et d'installation pour tous !

Le 29 août, 6 500 migrants ont été secourus par les gardes-côtes italiens au large de la Libye. Certains s'entassaient à 700 sur une barque, ils se sont jetés à l'eau à l'arrivée des secours. Et les traversées ne cessent de s'intensifier.

Déjà le 28 août, 1 100 migrants ont été secourus dans le canal de Sicile, par lequel ils tentaient de rejoindre l'Europe sur des embarcations de fortune. Il aura fallu plus de onze interventions des gardes-côtes italiens pour secourir les naufragés.

Selon les statistiques récentes de l'Organisation internationale pour l'immigration (OIM), plus de cent mille migrants ont rejoint l'Italie en bateau cette année, la plupart depuis la Libye. La traversée de la Méditerranée aura coûté la vie à plus de 3 000 d'entre eux, depuis le mois de janvier, chiffre en augmentation de 50 % par rapport à l'an dernier sur la même période.

Du côté de la Manche, près de 10 000 migrants sont désormais coincés dans le bidonville de Calais, la Jungle, dans des conditions d'hébergement qui ne cessent de se dégrader. Les tentes remplacent les baraquements détruits par les forces de l'ordre. La tension entre migrants est de plus en plus palpable et, le 23 août, elle a coûté la vie à un réfugié. Les autorités les laissent de plus en plus livrés à eux-mêmes. La seule proposition de la ministre du Logement Emmanuelle Cosse, doubler le nombre de places disponibles dans les centres d'accueil et d'orientation, restera largement insuffisante.

Face à ce drame, les dirigeants politiques européens font assaut de démagogie xénophobe. Dans divers pays d'Europe sont érigés des murs de la honte. À Calais, un mur végétal de quatre mètres de haut va être construit, afin d'empêcher les réfugiés de monter dans les camions en partance pour la Grande-Bretagne. Le 27 août, le Premier ministre ultra-nationaliste hongrois Victor Orban a lancé la construction d'une seconde clôture à sa frontière sud, avec la Serbie. Jusqu'à la Norvège qui a entamé la construction d'une barrière à sa frontière avec la Russie, dans la région de l'Arctique, afin de contrôler l'arrivée des migrants qui empruntent cette voie pour rejoindre l'Europe du Nord depuis la fermeture des routes des Balkans.

Ces murs et cette chasse aux migrants fuyant la misère et le chaos engendrés par l'impérialisme sont l'un des visages d'un monde qui s'enfonce dans la barbarie.

Christian Chavaux

KATE THOMAS IRIN

Italie : catastrophe naturelle et incurie criminelle

292 morts, des centaines de blessés et un nombre indéterminé de disparus : tel est le dernier bilan du tremblement de terre qui a frappé, le 24 août, la région des villages d'Amatrice, Arquata et Accumoli, au centre de l'Italie.

Amatrice après le séisme

VICE NEWS

À la jonction de plusieurs plaques tectoniques, l'Italie est une zone à risque, qui connaît périodiquement des secousses plus ou moins fortes, comme celle qui a provoqué, en 2009, la mort de plus de trois cents habitants de L'Aquila, non loin de la région frappée aujourd'hui.

Au lendemain du drame, le Premier ministre Renzi s'est empressé d'annoncer que son gouvernement garantissait la reconstruction suivant les normes antisismiques et que personne ne serait laissé de côté. La population a bien des raisons de douter de ces déclarations de bonne volonté. Ne serait-ce que parce que les tremblements de terre successifs, celui de L'Aquila il y a sept ans comme celui qui vient de se produire, montrent que même les constructions modernes sont de mauvaise qualité. Pour économiser, les normes antisismiques ne sont pas respectées et ces bâtiments ne résistent pas aux secousses. Ce fut le cas de la Maison des étudiants et de l'hôpital de L'Aquila et c'est le cas aujourd'hui de l'école d'Amatrice, dont la moitié de la structure s'est écroulée, alors qu'elle avait été rénovée en 2012 et était censée résister aux secousses sismiques.

Quant à la reconstruction, lors du tremblement de terre de L'Aquila, elle avait donné lieu à une véritable chasse à l'argent public de la part de promoteurs immobiliers plus ou moins véreux. Sept ans plus tard, la grande majorité des habitants de la ville sont toujours relogés dans des logements précaires, tandis que moins de 5 % du centre historique a été reconstruit.

Et ce ne sont pas les révélations récentes sur les détournements de fonds antisismiques qui vont rassurer les rescapés ayant tout perdu dans le tremblement de terre. Par exemple, après le séisme de 1997 en Ombrie, puis celui de L'Aquila, 84 millions d'euros avaient été débloqués, auxquels s'étaient ajoutés au fil des ans d'autres millions. Cet argent devait aider à la reconstruction des bâtiments, mais aussi d'infrastructures comme les routes et les ponts qui avaient cédé lors des secousses. Il s'avère qu'une grande partie de ces sommes n'a pas été utilisée, ou a été mal dépensée, détournée vers d'autres fins, voire détournée tout court dans certains cas.

Après le drame d'Amatrice, Renzi a plaidé pour le rassemblement national et l'union de tous autour des victimes. Toute la réalité, de l'incurie des constructeurs à la négligence dans l'entretien des centres historiques et des infrastructures, montre que la seule loi qui rassemble les politiciens et ceux dont ils servent les intérêts, c'est la loi du profit maximum.

Nadia Cantale

États-Unis : nouvelle arnaque sur le marché immobilier

Que faire de toutes ces maisons saisies par les banques au moment de la crise des subprimes, et qui se sont dégradées depuis, quand elles n'ont pas été complètement vandalisées ? Eh bien, une entreprise immobilière en a racheté des milliers pour une bouchée de pain et les loue en l'état à des pauvres qui ne peuvent prétendre à des prêts immobiliers, en leur faisant miroiter la possibilité de devenir propriétaires dans sept ans.

Non seulement l'aspirant propriétaire doit payer les loyers, toutes les taxes et assurances liées à la maison, mais il s'engage à effectuer dans un délai de quelques mois toutes les réparations nécessaires pour que la maison soit et reste habitable.

L'entreprise, qui opère dans 24 États sous des noms différents, encaisse l'argent des loyers tout en reportant sur les locataires toutes ses obligations de propriétaire… jusqu'à ce que le locataire ne puisse plus remplir une des obligations. Il est alors expulsé sans aucun dédommagement pour les loyers déjà versés et les réparations qui ont été faites, et l'entreprise n'a plus qu'à trouver un nouveau locataire à arnaquer.

Le *New York Times* a enquêté sur ces pratiques scandaleuses et a rencontré des locataires qui se sont fait dépouiller après avoir payé des loyers pour des maisons inhabitables, frappées d'arrêtés municipaux pour infractions multiples aux normes de construction, sans chauffage, sans électricité ou sans canalisations, ou les trois à la fois. Aucune expertise des maisons n'étant réalisée avant que les contrats soient signés, les nouveaux locataires n'ont souvent pas une estimation réaliste des travaux à effectuer et se trouvent pris en défaut à l'expiration du délai imposé pour les réaliser.

Ainsi une majorité de ces locations-ventes se terminent par l'expulsion du locataire, qui n'entrera jamais en possession de sa maison mais qui aura été dépouillé de ses quelques économies.

Avec la complicité des tribunaux, ce marché est en plein essor. De nombreuses petites entreprises s'y sont lancées. Comme quoi il est possible de faire des affaires en or en profitant des ravages de la crise et de la misère des gens.

Dominique Chablis

Argentine : la présidente des Mères de la place de Mai convoquée par un juge

Le 5 août dernier, comme chaque jeudi après-midi à Buenos Aires, avait lieu la 2000ème ronde des Mères de la place de Mai devant le palais présidentiel. Depuis 1977, ces mères de militants protestent ainsi contre l'assassinat de 30 000 opposants à la dictature qui ensanglanta l'Argentine de 1976 à 1983. Mais ce jour-là, la présidente de l'association, Hebe de Bonafini, 87 ans, était convoquée par un juge qui enquête sur des détournements de fonds au sein de son association.

Le juge souhaitait l'entendre sur l'utilisation faite par son association de fonds publics destinés à un programme de logements sociaux, confiés par son alliée politique, la péroniste Cristina Kirchner, quand elle était encore présidente. La police voulant appréhender Hebe, ses partisans se sont massés devant le siège de l'association et ont empêché son arrestation. Le mandat d'amener a été annulé depuis et elle a accepté de rencontrer le juge.

En 2011, la justice avait désigné l'ex-fondé de pouvoir des Mères, Sergio Shocklender, comme seul responsable de ce détournement de 53 millions de dollars. Depuis, celui-ci accuse Hebe de Bonafini et les Mères d'avoir financé des campagnes électorales, dont celle de Cristina Kirchner. La présidente des Mères a réagi en traitant l'actuel président de droite Macri de *« fils de pute »* et *« dictateur »*. Depuis son élection, ce dernier cherche en effet à discréditer les soutiens des Kirchner, le couple péroniste qui a occupé la présidence pendant douze ans, notamment à travers des affaires de corruption… nombreuses.

Les Mères de la place de Mai avaient eu le courage de lancer leurs rondes en pleine dictature. Les premières dirigeantes ayant été assassinées par l'armée, Hebe de Bonafini leur a succédé en 1979. De la fin de la dictature en 1983 à l'arrivée des Kirchner aux affaires en 2003, elle s'est investie avec son association dans la dénonciation des crimes des militaires et la poursuite des tortionnaires de tous grades, gagnant dans ce combat, notamment par son franc parler, une grande popularité, y compris dans le monde.

Mais, à partir de 2003, elle a lié son association aux Kirchner, qui cherchaient des soutiens sur leur gauche. En leur apportant sa notoriété et celle des Mères, Hebe de Bonafini a bénéficié de subventions pour son association. Mais elle est devenue une caution sans faille de la politique des Kirchner, y compris la répression des ouvriers combatifs, dont six mille ont fait l'objet de poursuites judiciaires. Elle n'a pas protesté quand Cristina Kirchner a nommé à la tête de l'armée un général connu pour sa répression d'opposants pendant la dictature. Même silence quand un témoin-clé d'un procès contre des militaires, Jorge Julio Lopez, a disparu en 2006 ou quand des bureaucrates syndicaux ont assassiné un étudiant trotskyste, Mariano Ferreyra, venu soutenir des grévistes en 2010.

Que la présidente des Mères de la place de Mai se trouve prise dans les règlements de comptes qui déchirent les deux clans se disputant le pouvoir en Argentine découle de ses choix politiques mais, quelle qu'en soit l'issue, cela ne peut effacer quarante années de lutte des Mères de la place de Mai, qui ont imposé la reconnaissance des crimes de l'armée et des poursuites contre quelque cinq cents de ses cadres.

Jacques Fontenoy

Hebe de Bonafini, au centre, lors d'une ronde du jeudi.

LO

Gabon : Bongo ou Ping, l'impérialisme français vainqueur

Mercredi matin 31 août les résultats de l'élection présidentielle au Gabon n'étaient toujours pas connus et rien ne dit que, lorsqu'ils le seront, ils soient acceptés. Les jours précédents, Ali Bongo et Jean Ping, les deux candidats, s'étaient proclamés vainqueurs de ces élections qui tiennent plus de la mascarade que d'un véritable scrutin. Depuis juillet, l'armée et la police ont été mises en alerte dans tout le pays par le président sortant, les manifestations ont été réprimées et des opposants emprisonnés.

Les deux candidats avaient bien des choses en commun, à commencer par le fait de vouloir conserver à la France et à ses entreprises une position dominante dans ce pays de 1,5 million d'habitants, riche en réserves pétrolières et en matières premières de toutes sortes. Le père d'Ali Bongo, Omar Bongo, un ancien des services secrets français, avait été installé au pouvoir en 1967 par de Gaulle et son conseiller pour l'Afrique, Jacques Foccart. La priorité était alors d'assurer l'approvisionnement de la France en pétrole, après la perte des gisements algériens, et le Gabon indépendant devint une sorte de protectorat français géré par Elf et Jacques Foccart, avec Omar Bongo comme paravent. En échange des services rendus, celui-ci recevait sur son compte personnel une partie des revenus de la rente pétrolière. Derrière Elf, devenu Total par la suite, d'autres trusts trouvèrent leur place dans ce petit eldorado de l'impérialisme français : Castel pour les brasseries, Bolloré pour les ports, Bouygues dans les travaux publics, Rougier dans les exploitations forestières, Eramet pour le manganèse.

À la mort d'Omar Bongo en 2009, son fils Ali, ministre de la Défense depuis dix ans, lui succéda après des élections truquées. Son armée réprima les révoltes qui suivirent, faisant des dizaines de morts parmi les manifestants qui s'en étaient pris au consulat français et aux bâtiments de Total. L'armée française déploya une centaine d'hommes dans les rues de Port-Gentil, la grande ville pétrolière. Sous Ali comme sous Omar, le pillage continua au profit de l'impérialisme et du clan Bongo, sous l'œil vigilant de l'armée française. Celle-ci possède au Gabon une base de 450 soldats, la deuxième en Afrique après Djibouti, et forme en outre les soldats et les policiers gabonais, qui n'hésitent pas à torturer et à tirer sur la population.

L'adversaire d'Ali Bongo dans ces élections, Jean Ping, était un maillon de ce système corrompu. Il fut plusieurs fois ministre de 1989 à 2008, notamment des Mines et de l'Énergie, ou des Affaires étrangères. Interrogé par le journal *Le Monde* il déclarait : *« Le Gabon est une dictature pure et simple entre les mains d'une famille, d'un clan. »* Et, au journaliste qui demandait alors *« Mais vous y avez participé ? »*, il répondait : *« Bien-sûr ! Absolument. J'y ai participé, mais j'ai demandé pardon. »*

Aucun des deux clans qui se déchirent pour s'accaparer les miettes que l'impérialisme veut bien leur laisser ne peut représenter de près ou de loin les intérêts de la population gabonaise. Une grande partie d'entre elle vit dans la misère, avec des systèmes de santé et d'éducation totalement délabrés. Le monopole accordé à des trusts comme Bolloré contribue à augmenter les prix des produits importés. Les revenus provenant du pétrole et des matières premières sont pour la plus grande partie dilapidés dans les dépenses somptuaires de la caste au pouvoir, et ce qui reste sert à entretenir une armée qui réprime la population

Daniel Mescla

EIP

Plateforme pétrolière de Total au Gabon.

Mauritanie : un régime complice des esclavagistes

Jeudi 18 août, la cour criminelle de Nouakchott en Mauritanie a condamné 13 militants antiesclavagistes, à des peines allant de 3 à 15 ans de prison ferme. Membres de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA), on les accuse d'avoir commis des violences contre les forces de l'ordre lors d'une manifestation d'habitants des bidonvilles qui protestaient contre leur expulsion.

La Mauritanie est le pays du monde où l'esclavage est, encore aujourd'hui, le plus répandu. On estime à 150 000 le nombre de ces esclaves. Les esclaves Haratines (maures noirs) sont considérés comme du bétail et soumis au bon vouloir de leur propriétaire.

L'esclavage a été officiellement aboli en Mauritanie en 1981, et en 2015 il était reconnu crime contre l'humanité. Le gouvernement du dictateur Mohamed Ould Abdel Aziz voudrait redorer son image vis-à-vis de ses protecteurs occidentaux, mais en réalité il est complice de ces pratiques barbares. Malgré plusieurs lois visant à criminaliser l'esclavage, ce sont en réalité les militants antiesclavagistes qui sont allés régulièrement en prison. Ceux qui réclament l'application réelle de cette loi se retrouvent pourchassés, emprisonnés et en butte à la répression policière. En revanche, aucun tribunal mauritanien n'a rendu un jugement sanctionnant un esclavagiste, malgré de nombreux cas avérés. Les dirigeants politiques mauritaniens sont d'autant plus complaisants envers la caste des grands privilégiés qui pratiquent l'esclavage qu'eux-mêmes en font partie.

La Mauritanie reste pourtant un allié traditionnel de la France dans la région, au prétexte notamment de la lutte contre le terrorisme au Sahel. Les grandes puissances capitalistes peuvent s'accommoder de l'esclavage comme de bien d'autres barbaries.

Christian Chavaux

Parcs naturels aux États-Unis : les groupes miniers lorgnent sur le Grand Canyon

La semaine dernière, l'entrée était gratuite pour quatre jours dans les grands parcs nationaux américains à l'occasion du centenaire de la création du NPS, National Park Service, agence fédérale chargée de les administrer et de les protéger. Barack Obama a appelé les Américains à participer aux festivités organisées à cette occasion. Pourtant, face aux appétits capitalistes, les défenseurs de l'environnement ont du souci à se faire.

Depuis des années, le Congrès diminue les crédits du NPS. Partout les promoteurs sont à l'affut, mais également les compagnies minières. C'est le cas pour le plus emblématique des parcs nationaux, celui du Grand Canyon.

Le 25 août, à Phoenix, dans l'Arizona, des membres de la tribu indienne Hualapai, dont la réserve s'étend à l'ouest du Grand Canyon, et des défenseurs de l'environnement manifestaient contre l'autorisation obtenue par un groupe minier (Energy Fuels Resources) d'ouvrir trois mines d'uranium à proximité immédiate de celui-ci, dans des bassins de la rivière Colorado.

En 2012, l'administration Obama avait fait voter l'interdiction pour vingt ans de toute nouvelle ouverture de mine dans et autour du parc du Grand Canyon. Mais cette interdiction ne couvre pas la réouverture d'anciennes mines… dont celles fermées dans les années 1980 avec la baisse du cours de l'uranium. C'est le cas pour les trois mines en question.

Sur son site Internet, la société Energy Fuels Resources se présente comme un fournisseur d'énergie clean, green, made in America. Made in America peut-être mais, pour le reste, des rapports font état de relevés de forte concentration d'uranium dans l'eau prélevée sous l'une des mines anciennement exploitées et qui devrait rouvrir, et le coût de la décontamination d'une autre, située au cœur même du parc, a déjà dépassé 15 millions de dollars, à la charge non pas de la société privée mais du National Park Service, c'est-à-dire de l'argent public.

Pour les grands groupes industriels, le profit passe bien avant la préservation des grands espaces naturels et la santé des populations locales.

Antoine Ferrer

Éducation nationale : les ministres passent, la chanson est la même

Najat Vallaud-Belkacem affiche sa satisfaction pour la rentrée 2016 : *« Les conditions sont réunies pour que cette rentrée se passe de manière apaisée. Depuis un an, on sent les effets sur le terrain des moyens supplémentaires que nous avons donnés »*, a-t-elle ainsi déclaré dans *Le Parisien*. Les parents d'élèves ainsi que les personnels d'éducation qui ont manifesté et lutté, l'an passé, apprécieront !

D'ailleurs les syndicats enseignants appellent à une journée de grève et de manifestations le 8 septembre prochain, contre les conditions de la rentrée.

Car la ministre ose prétendre que le gouvernement Hollande va tenir ses engagements de campagne : créer 60 000 postes. C'était déjà loin de compenser les 80 000 supprimés par son prédécesseur Sarkozy. Mais aujourd'hui le compte n'y est pas.

Dans le primaire, annoncé comme prioritaire par le gouvernement, sur les 3 000 postes destinés à la scolarisation des enfants de moins de trois ans, moins de la moitié, 1 223, ont été créés depuis 2012. De même, moins de la moitié des 7 000 postes promis pour qu'il y ait plus d'un maître par classe ont vu le jour : 3 196 exactement. Et, d'après le ministère de l'Éducation nationale, le primaire dans son ensemble a été favorisé puisqu'il a bénéficié de 19 328 postes créés, contre 17 049 pour le secondaire.

Les comptes du ministère, qui font état de 36 377 postes créés en tout depuis 2012, font donc mentir la ministre car on est bien loin des 60 000 postes promis.

Et ces chiffres ne tiennent pas compte de l'augmentation démographique. Ainsi, pour la seule académie de Créteil, d'après le SNES, il y aura 7 000 élèves de plus dans le secondaire (lycéens et collégiens confondus) pour 23 nouveaux assistants d'éducation et deux conseillers principaux d'éducation (CPE) recrutés. Selon les chiffres ministériels, il restera 11 662 postes à combler pour la rentrée 2017.

Du coup, les classes seront toujours aussi surchargées et les professeurs absents ne seront pas remplacés. Pour ne donner qu'un exemple, dans le seul département de Seine-Saint-Denis, près de 260 écoles auront des classes en sureffectif, dont 140 écoles relevant de l'éducation prioritaire, qui rassemblent les élèves ayant le plus de difficultés.

L'école continue donc de se dégrader. Et ce sont les jeunes des classes populaires qui sont le plus pénalisés car c'est au travers de l'école qu'ils peuvent avoir une réelle ouverture culturelle. La ministre le sait parfaitement. Mais mentir fait partie de son métier.

Aline Urbain

Assises du Produire en France : au service des capitalistes français

Pour la deuxième année, l'association Pro-France, lancée par l'ex-ministre UDI Yves Jégo avec le soutien d'Arnaud Montebourg, organise des assises du Produire en France. À ce colloque de l'économie cocardière participeront une pléiade de PDG devant lesquels défileront les futurs candidats à l'Élysée, présentant leurs projets destinés à encourager le « produire français ».

Les politiciens, de Juppé à Le Pen, en passant par Mélenchon et Duflot, se presseront pour jouer le jeu et efaire assaut de cocoricos. Mais, aussi rebattu que soit ce thème de la défense des produits, des emplois et des savoir-faire français, il n'en constitue pas moins une énorme tromperie et un pas supplémentaire dans l'atmosphère de nationalisme ambiant.

PRODUIRE EN FRANCE

Yves Jégo (UDI), Catherine Vautrin (LR) et Arnaud Montebourg (PS) en 2015.

Une tromperie parce que la production industrielle est mondiale, de longue date. Dans une automobile japonaise sortie d'une chaîne de production d'une usine du Valenciennois en France, la moitié au moins des pièces incorporées sont fournies par des équipementiers d'autres pays européens, de Turquie, de Chine ou de Corée, ce qui en fait une voiture rien moins que made in monde. Même dans un produit aussi simple qu'une pâte à tartiner renommée, l'huile de palme vient de Malaisie, la vanille de Chine, les noisettes de Turquie, le cacao du Nigeria, le sucre du Brésil, et elle est fabriquée dans des usines du Canada, d'Argentine, du Brésil, de France, de Pologne, de Russie et d'Australie.

Prétendre que, dans l'industrie en général, il pourrait en être autrement est une pure ânerie, doublée d'une escroquerie politique qui vise à présenter les travailleurs des autres pays comme des concurrents, voire des ennemis, alors qu'ils sont inscrits dans le même processus de production et qu'ils sont nos alliés potentiels contre les capitalistes aux intérêts mondiaux. Et, bénéfice non négligeable pour les patrons… français, le patriotisme économique vise aussi, au passage, à multiplier les subventions aux produits et services bleu-blanc-rouge.

Viviane Lafont

Psychiatrie – Nancy : l'ARS fait une place au privé

Tandis que, sur les trois dernières années, entre 80 et 100 lits ont été supprimés selon le syndicat CGT au Centre psychothérapique de Nancy, une clinique psychiatrique privée de 75 lits va ouvrir à Toul en 2019.

Ainsi, sous le prétexte qu'il n'y avait plus de lits de psychiatrie dans le Toulois depuis la fermeture de l'hôpital Jeanne-d'Arc, l'agence régionale de la santé est en train de céder une partie de la psychiatrie au privé, qui va désormais pouvoir faire de l'argent dans ce nouveau secteur aux dépens de la Sécurité sociale.

L'ARS parle de partenariat avec le service public mais, comme toujours, le privé laissera les patients les moins rentables… à l'hôpital public.

Et seuls les patients argentés ou disposant d'une bonne mutuelle pourront se payer l'hôtellerie de la clinique.

Correspondant LO

Accident de TGV : pas une « erreur humaine »

MAXPPP

Expertise après expertise, on en sait maintenant plus sur les causes du déraillement de la rame d'essai du TGV qui avait fait 11 morts et 42 blessés le 14 novembre 2015 au niveau d'Eckwersheim, près de Strasbourg. Et c'est l'organisation tout entière de ce type d'essai qui est pointée du doigt pour *« manque de rigueur et sous-estimation des risques »*, d'après le rapport des enquêteurs.

L'enquête montre que l'accident est dû à une vitesse excessive, le train ayant atteint 243 km/h sur une portion limitée à 176 km/h. Mais trois jours avant le déraillement, lors d'un autre essai, le conducteur avait déjà eu de grandes difficultés à freiner suffisamment pour ne pas dépasser la vitesse limite, à l'endroit même où l'accident allait ensuite se produire. Et cela n'avait pas été pris en compte.

Cette sous-évaluation du risque d'accident est à l'image du manque de rigueur général, tant dans l'organisation des essais que dans les procédures d'urgence, mis en évidence par l'enquête commandée par le CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Le rapport dénonce en particulier le fait de désactiver le contrôleur automatique de vitesse en situation de survitesse, sans le remplacer par un système équivalent, ce qui élimine toute possibilité de correction d'une possible erreur humaine. Il met aussi en cause les documents réglementant ces essais, trop approximatifs sur les responsabilités de chacun. Il revient enfin sur l'usage d'embarquer des invités lors de ces essais, qui, malgré son interdiction formelle, était institutionnalisé au point que des boissons et des repas étaient servis à ces invités !

Il a donc fallu neuf mois pour que la responsabilité de l'entreprise Systra, filiale de la SNCF et de la RATP spécialisée dans le conseil et l'ingénierie des transports et qui était chargée de l'organisation de cet essai, soit dénoncée. Systra a refusé de fournir tous les documents demandés par les enquêteurs. Car, pour les dirigeants de ces entreprises, il est bien plus facile de parler d'une prétendue erreur humaine que d'assumer les conséquences dramatiques de leur incurie.

Correspondant LO

Nexeya Systems – Toulouse, Bordeaux : débrayages contre l'avidité patronale

Lundi 29 août, près d'une centaine de salariés des sites Nexeya de Toulouse et de Mérignac près de Bordeaux ont débrayé pendant deux heures pour protester contre un nouveau gel de leurs salaires et contre les conditions d'un « plan de départs volontaires » supprimant 70 emplois, des mesures annoncées en plein milieu de l'été.

Nexeya est une société d'ingénierie d'environ 1 000 salariés, spécialisée dans la sous-traitance électronique et informatique pour des groupes tels que Thales, Airbus, DCNS… et dont les principaux sites de production sont à Toulouse, Angoulême et Massy, avec des agences un peu partout dans le pays. Depuis 2013, les dirigeants de l'entreprise se sont associés à un fonds d'investissement pour réaliser un LBO (leveraged buy-out), une opération financière qui consiste à prendre le contrôle de l'entreprise au travers d'emprunts remboursés par les bénéfices générés par le travail des salariés. Dans ce genre d'opération, les « investisseurs » réalisent en quelques années d'impressionnants bénéfices une fois les emprunts remboursés en revendant l'entreprise, en entier ou à la découpe.

Depuis 2013, pour garantir le flux d'argent nécessaire à rembourser la dette contractée par les actionnaires, les salaires sont régulièrement bloqués, les augmentations repoussées. Alors que l'entreprise n'a jamais cessé de faire des bénéfices par millions, un tiers des salariés ont perdu un intéressement et une participation qui représentaient un treizième voire un quatorzième mois de salaire. La direction a ainsi récupéré des millions d'euros directement dans la poche des salariés.

En juin dernier, la direction annonçait que les mois qui venaient allaient être difficiles avec trop peu de commandes et de travail, mais que cela ne serait que passager. Un mois plus tard, fin juillet, tout en annonçant 8,9 millions d'euros de bénéfices pour l'année passée, les problèmes de baisse d'activité étaient devenus tout d'un coup insurmontables et nécessitaient de nouveau de bloquer les salaires et de supprimer 70 emplois au travers de départs « volontaires », des ruptures conventionnelles, avec des conditions proches des minima conventionnels. En fait, en supprimant 70 emplois, la direction compte récupérer 3 millions d'euros sur la masse salariale, 3 millions destinés à satisfaire, activité ou pas, les banques et les actionnaires.

Les salariés de Nexeya ne sont plus dupes depuis longtemps des discours des dirigeants de l'entreprise. Avec près de 9 millions d'euros de bénéfices, 4,5 millions pour la partie France du groupe, sans compter tout ce qui a été accumulés, il y a vraiment de quoi augmenter les salaires de tous et payer des primes de départ dignes de ce nom pour ceux qui voudraient partir. C'est ce que les travailleurs ont dit, en direct, à l'un des directeurs lors du débrayage, en se promettant de se remobiliser au plus tôt, plus nombreux et sur tous les sites.

Correspondant LO

Toyota – Onnaing : des mensonges au kilo… ou à la livre ?

Après trois semaines de congés collectifs, le travail a repris chez Toyota à Onnaing, dans le Nord, le 22 août. Les températures étaient caniculaires dehors, et pire dedans !

Il n'y a aucun système de climatisation. Ça serait bien évidemment possible. Tous les hypermarchés sont dotés de climatisation, même dans le nord de la France !

La direction se contente d'installer des ventilateurs et des petites climatisations locales, efficaces à condition d'être à moins d'un mètre de l'appareil… cela coûte moins cher !

Et comme chaque année, on a eu droit à une bouteille d'eau, et encore pas dans toutes les équipes. La direction en a d'ailleurs profité pour se faire de la publicité à la télévision et dans les journaux, en omettant de dire qu'elle avait allongé le temps de travail en fin d'équipe dès le premier jour de reprise et malgré la chaleur.

Alors, rien d'étonnant qu'il n'y ait eu aucun applaudissement, ou presque, lors du « discours du président ». Comme chaque année au retour des congés, on a droit à un arrêt des lignes pendant 30 minutes et un défilé de directeurs et directeurs-adjoints se succédant à une tribune avec chacun son petit discours. Cette fois-ci, il n'y a pas eu de huées mais, dans chaque session regroupant autour de 500 travailleurs, une centaine ont profité des 30 minutes en se reposant dehors, et les premiers rangs étaient très clairsemés.

Cette fois, les directeurs se sont mis à plusieurs pour essayer de nous faire croire que la baisse de la livre sterling suite au Brexit allait peser négativement sur les comptes de Toyota, qui enregistre plus de 20 milliards d'euros de bénéfices cette année, un record ! Quand on sait que le directeur de Toyota Europe gagne 15 340 euros par jour, samedis et dimanches compris, ça fait cher le mensonge.

Difficile aussi de les suivre, alors que Toyota ne donne aucun chiffre sur les bénéfices supplémentaires générés par la baisse de la livre sterling pour la production britannique des moteurs et des deux modèles de voitures exportés vers les 27 pays de la zone euro…

Si la direction de l'usine se prépare à imposer des sacrifices supplémentaires, la seule réponse valable sera de les refuser en bloc.

Correspondant LO

Renault – Guyancourt : un prestataire licencié pour l'exemple

Vendredi 26 août, les Prud'hommes de Versailles ont débouté l'ingénieur licencié d'Eurodecision, prestataire au Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines.

Ce salarié avait, par mail, proposé en mars dernier aux syndicats du Technocentre de diffuser le film *Merci patron !*. Il avait fait cela chez lui, en dehors de ses heures de travail, mais néanmoins, cela n'a pas plu à la direction de Renault, qui le lui a reproché. Fin mars, il a été licencié pour faute grave par son employeur, Eurodecision, qui lui avait alors révélé que Renault surveillait les mails des syndicats.

Renault, qui emploie mille travailleurs prestataires sur le site du Technocentre, n'accepte pas qu'on critique ses pairs, les patrons rois de l'exploitation. La direction avait donc demandé à l'entreprise prestataire de faire le ménage, autrement dit de retirer ce salarié de sa vue. Le client est roi, semble-t-il, pour le PDG d'Eurodecision, a fortiori Renault, le premier client de la SSII, et l'ingénieur s'est trouvé licencié. Cette décision scandaleuse vient d'être confirmée par les Prud'hommes.

Au printemps, cette injustice avait suscité une véritable émotion, car à travers le collègue prestataire, bien des salariés Renault se sont sentis attaqués, la liberté d'opinion se trouvant remise en cause, et elle concerne tout le monde. Beaucoup y ont vu aussi, à juste titre, une pression supplémentaire pour faire taire les prestataires qui auraient osé contester les conditions de travail qui leur sont imposées.

C'est en partie raté, car l'affaire a fait du bruit… bien au-delà de Renault.

Correspondant LO

PSA – Sochaux : une poudre irritante empêche de gratter

Dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 août, un atelier du montage de l'usine PSA de Sochaux a été évacué. Une poudre suspecte, irritante, avait été découverte dans des conteneurs de faisceaux électriques provenant de l'usine de Tanger. Le service médecine de l'entreprise, les pompiers du centre départemental, le Smur, la police, tout a été mis en œuvre par la hiérarchie.

Que le patron ait fait prendre la poudre d'escampette, permettant aux travailleurs de rentrer plus tôt à la maison, était une aubaine.

Par contre, il doit maintenir leur salaire et non pas déduire les heures de leur compteur, les déclarant à récupérer. Sinon, gare à l'irritation qui risque de mettre le feu aux poudres !

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Regroupement hospitalier à Brioude : la santé… des économies

La loi santé impose à tous les hôpitaux publics du pays de se regrouper sous l'appellation de GHT (Groupements hospitaliers de territoire). Le but déclaré de cette opération serait de renforcer la coopération entre hôpitaux publics pour mieux organiser la prise en charge des patients. En réalité, le but véritable est de supprimer certains services sous prétexte de double emploi et de faire des économies de personnel. La mise en œuvre devait se faire à partir du 1er juillet.

Outre le fait que regrouper des hôpitaux est une attaque contre la santé de la population, dans certains cas les choix de regroupement sont absurdes.

Dans plusieurs régions, des problèmes se posent à la suite de ces regroupements. L'un des plus caricaturaux se produit à Brioude, au cœur du Massif central. L'hôpital de Brioude se voit en effet rattaché à celui du Puy-en-Velay. Ce qui signifie que, dans certains cas, des patients devraient se rendre dans cette localité, voire même plus loin, à Saint-Étienne.

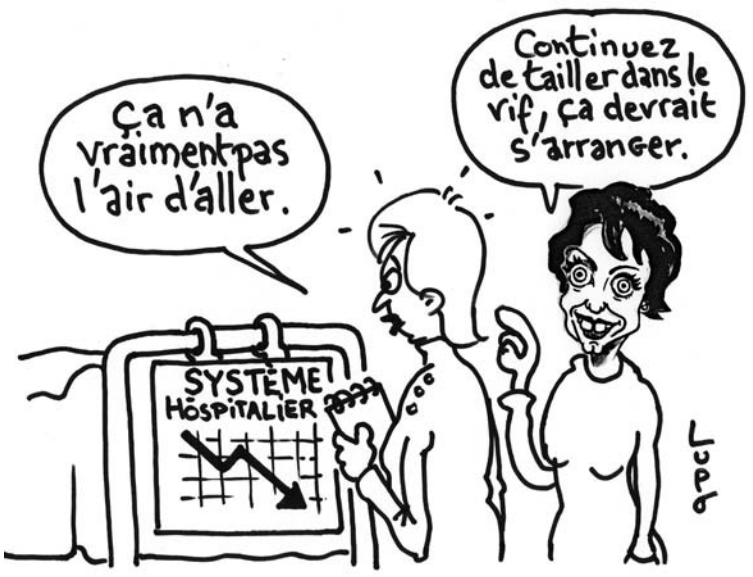
Or Brioude est depuis toujours orienté vers Clermont-Ferrand. L'autoroute A75 qui y mène est proche, gratuite de surcroît, et une partie des habitants de Brioude travaillent ordinairement à Clermont. Les hôpitaux ont l'habitude de fonctionner ensemble.

Alors que pour se rendre au Puy, il faut emprunter la nationale 102 qui passe à travers la montagne et n'est pas déneigée la nuit en hiver. C'est un trajet nettement plus long, et qui plus est, sur une route dangereuse.

Il n'y a donc aucune raison pour rattacher l'hôpital de Brioude à celui du Puy. Le personnel hospitalier et la population de Brioude y sont d'ailleurs opposés. Des manifestations ont eu lieu et malgré le refus des autorités, les protestataires n'ont pas renoncé au combat.

Cette affaire illustre comment une poignée de dirigeants, totalement irresponsables, veulent imposer des choix absurdes à toute une population pour faire des économies sur la santé.

André Victor



Bombardier-Crespin : José Dessilly doit être réintégré !

Mercredi 24 août, le tribunal des prud'hommes de Valenciennes a rendu son jugement concernant José Dessilly : Bombardier doit le réintégrer dans l'usine de Crespin à partir du 3 septembre et lui payer les jours de salaire perdus.

Fin juin, ce cadre de Bombardier, très apprécié par le personnel dans cette usine de fabrication de matériel ferroviaire, avait été licencié pour avoir fait grève et participé à un piquet pour soutenir un collègue. En plein mouvement contre la loi travail, ce licenciement n'était pas passé inaperçu. José Dessilly voulait éviter que son licenciement soit un encouragement supplémentaire pour les patrons de Bombardier et de la région à mener la guerre aux travailleurs. Il avait trouvé le soutien de nombreux travailleurs, de l'usine et au-delà.

Le 20 juillet, les juges, à la demande de l'avocat des patrons, avaient décidé de reporter l'audience au 3 août, sous les huées et les slogans indignés de 200 travailleurs et militants présents dans et devant le tribunal. Les patrons tablaient sans doute sur l'isolement avec les congés d'été et la fermeture de l'usine.

Mais, bien au contraire, le 3 août, il y avait encore 150 travailleurs pour soutenir José au tribunal. Le 23 août, veille du jour où le tribunal devait rendre sa décision, un débrayage a eu lieu à l'usine. Et le lendemain, José était encore bien entouré pour recevoir la décision. Dans la petite ville de Crespin, où se situe l'usine Bombardier, quand la décision de réintégration de José a été connue, elle a été saluée par un concert de klaxons ! Il est certain que les quatre mois de mobilisation contre la loi travail ont largement contribué à entretenir ce climat combatif et à renforcer les liens de solidarité entre travailleurs.

Le combat n'est pas fini car, si les patrons de Bombardier ont dit qu'ils allaient appliquer la décision, ils ont aussi annoncé qu'ils feraient appel et on peut encore s'attendre à des mauvais coups de leur part. D'ailleurs, ce n'est pas un cas isolé : ces derniers mois, de nombreux travailleurs et militants de la région ont été visés par des pressions, des sanctions et des menaces de licenciement. Mais, pour José Dessilly et pour tous les travailleurs qui l'ont soutenu, la décision de sa réintégration est une très bonne nouvelle, c'est un encouragement à s'opposer aux mauvais coups des patrons.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal septembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin.
Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante : **Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versée par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Hollande : autopromotion

Le 29 août à Colomiers, dans la région de Toulouse, pas moins de quatorze ministres ont tenu un meeting pour encenser la politique gouvernementale afin de lancer la campagne de Hollande.

Manuel Valls a résumé cela en lançant : *« Soyons fiers de notre bilan, fiers d'être de gauche. »* Ce n'était pas l'avis des 500 manifestants appelés par la CGT et soigneusement tenus à l'écart par nombre de policiers. Leur présence et leurs slogans rappelaient l'offensive propatronale permanente de cette gauche au pouvoir contre le monde du travail.

Les classes populaires n'étant pas dupes d'un tel bilan, la gauche ne peut que brandir l'épouvantail Sarkozy. Marisol Touraine a ainsi dénoncé *« la droite qui prépare un programme de destruction sociale »*. Valls a dénoncé la *« course folle »* de Sarkozy derrière l'extrême droite amenant à un *« programme commun entre la droite dure et l'extrême droite »*. Il sait de quoi il parle, puisque c'est Hollande qui a essayé cette année de mettre en œuvre le programme de Marine Le Pen sur la déchéance de nationalité. Valls lui-même soutenait, il y a quelques jours encore, les maires de droite prenant des arrêtés anti-burkini, uniquement dans le but de s'adresser à l'électorat de l'extrême droite.

Le seul accent de sincérité a résonné quand Valls a stigmatisé Sarkozy comme une *« menace considérable »*. Valls et ses ministres ont en effet toutes les raisons de craindre de perdre bientôt leurs places au profit de la droite.

Lucien Détroit

LO

Le rassemblement anti PS à Colomiers.

Burkini : les politiciens continuent de remuer la vase

Le Conseil d'État a suspendu l'arrêté municipal pris par le maire Les Républicains de Villeneuve-Loubet interdisant le port du burkini sur les plages de la commune. La décision devrait s'imposer à la trentaine de communes qui ont fait de même.

Mais cela n'a pas suffi pour faire taire les politiciens qui utilisent le burkini pour mener une campagne raciste. Valls continue à s'en servir pour se présenter comme un homme à poigne ne transigeant pas sur le terrain de la condition des femmes. Et le Front national ou le clan Sarkozy de réclamer une loi. Tous tirent sur la ficelle, et elle est assez grosse, dans leur course pour le costume du meilleur défenseur de la « France », de la « République » ou de la « laïcité ».

Bien sûr, le burkini, comme le voile, est un symbole pour ceux qui veulent enfermer les femmes sous des prétextes religieux. Mais Valls, qui a soutenu les maires interdisant le burkini, ou les politiciens de droite et d'extrême droite qui ont renchéri n'ont rien à faire des droits des femmes.

Le burkini, pour ces politiciens, vise à dissimuler les véritables problèmes : le chômage, la précarité, les bas salaires. Pour ce qui concerne les conditions de vie des travailleurs, ceux qui gouvernement actuellement ou ceux qui rêvent de les remplacer n'ont rien à dire, rien à proposer, si ce n'est de continuer à servir le patronat. Aucun d'entre eux n'a jamais eu la volonté de s'en prendre par exemple aux patrons qui payent moins les femmes que les hommes.

Les surenchères démagogiques sur « la place de l'Islam en France », sur « l'identité de la France » alimentent le racisme et donnent quitus aux abrutis pour s'en prendre à la population maghrébine. La bagarre en Corse, dont il apparaît de plus en plus qu'elle a été l'œuvre d'une bande raciste, ou le restaurateur qui a refusé d'accueillir deux femmes voilées sont des exemples de ce que ces discours encouragent.

Boris Savin

COP 21 : le réchauffement les laisse froids

À l'issue de la 21e conférence sur le climat, la presse n'avait pas assez de mots pour célébrer cet « accord historique » et le gouvernement français s'étouffait de fierté, prétendant y avoir joué le premier rôle.

Huit mois plus tard, cet accord est toujours lettre morte. En effet, seuls 23 pays, représentant au total 1 % des émissions de gaz à effet de serre, l'ont officiellement ratifié.

Quand bien même ce nombre augmenterait, cela ne changerait pas grand-chose à la menace qui pèse sur le climat, le texte n'étant pour l'essentiel qu'une déclaration de bonnes intentions, et chaque État marchande ses engagements afin de ne surtout rien faire qui puisse écorner les intérêts de ses grandes entreprises.

Des vingt conférences précédentes, il ne reste pas grand-chose. Le système des quotas de CO_2 a donné aux capitalistes un nouveau terrain de spéculation. En achetant et vendant des droits à polluer, les subventions diverses au titre de la transition énergétique ont alimenté les profits des plus grandes entreprises, et les rares mesures contraignantes ont surtout pesé sur les populations, sous forme d'interdictions diverses et de taxes dites écologiques.

Il ne pourra pas en être autrement tant que l'économie sera gouvernée par la recherche du profit maximum. En attendant, que ceux qui espèrent encore que le capitalisme peut assurer un meilleur avenir à notre planète se rassurent : la COP 22 est déjà en préparation...

Gilles Lesau

Croisière en Arctique : dans les eaux glacées du calcul égoïste

Le 16 août le paquebot *Crystal Serenity* a quitté Anchorage, sur la côte de l'Alaska, pour New York. Il sera le premier navire de cette taille, 250 mètres, à effectuer la traversée par le passage du Nord-Ouest, entre le nord du continent américain et la banquise. En effet ce passage n'existe que depuis 2007, durant les quelques semaines d'été pendant lesquelles dorénavant la banquise fond. Le *Crystal Serenity* n'a d'ailleurs appareillé qu'après que l'existence du passage a été garantie par les satellites.

Mille passagers assez riches pour débourser un minimum de 17 000 dollars pourront ainsi aller observer les effets du réchauffement climatique et admirer de près, voire de trop près, les glaces dérivantes. Le paquebot est donc accompagné d'un brise-glaces, à toutes fins utiles.

Les grandes compagnies maritimes sont très intéressées par cette croisière et ce qu'elle révélera sur ce passage, recherché en vain par les explorateurs trois siècles durant. Cette route raccourcirait notablement le voyage entre les côtes ouest et est des États-Unis. N'ayant pas trouvé de passage, les grands États impérialistes firent percer le canal de Panama, ouvert en 1914. Si, grâce au réchauffement climatique, le passage du Nord-Ouest s'ouvrait, s'ouvriraient aussi de nouvelles sources de profit.

Ce passage est-il praticable par les gros navires, avec quels risques, pendant combien de temps ? Quels dangers, pour l'armateur s'entend, présenterait la navigation loin de tout port, mais proche des glaces ? Le paquebot, son équipage et ses passagers serviront de cobayes.

Derrière les explorateurs, même en voyage organisé, arrivent toujours les commerçants.

Paul Galois

LO

Le blog de Nathalie Arthaud

Candidate communiste à l'élection présidentielle

www.nathalie-arthaud.info

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1019 C 85576